



República Bolivariana de Venezuela

Comunicado **Oficial**



Gobierno Bolivariano
de Venezuela

Ministerio del Poder Popular
para Relaciones Exteriores



COMMUNIQUÉ

Le Ministère des Affaires Etrangères de la République Bolivarienne du Venezuela rejete les déclarations de la Haute Représentante et Vice-Présidente de l'Union Européenne, Federica Mogherini

Le Ministère du Pouvoir Populaire des Affaires Etrangères de la République Bolivarienne du Venezuela rejete les nouvelles déclarations du porte-parole de la Haute Représentante et Vice-présidente de l'Union Européenne, Federica Mogherini, exprimées ce 7 août au nom des Etats membres de l'Union Européenne, qui démontrent encore une fois la partialité marquée de cet organisme vers un secteur minoritaire de l'opposition politique vénézuélienne, ainsi qu'une méconnaissance totale de l'expression des grandes majorités qui continuent à décider le destin de notre pays d'une manière pacifique et démocratique.

L'Union européenne prétend fait croire que les décisions prises par la souveraine Assemblée Nationale Constituyente, installée et pleinement autorisée à prendre le rôle constitutionnel correspondant et qui a été confié par une majorité historique de

l'héroïque peuple vénézuélien, vont réduire les possibilités d'un « *retour pacifique de l'ordre démocratique* », alors qu'en réalité, et il est de notoriété publique, l'effet de ces décisions a été incontestablement le contraire de cette néfaste prédiction.

L'Union européenne parle contradictoirement du respect aux institutions légitimes de notre pays et d'autre part omet et rend invisible la tentative de subversion terroriste et assaut, qui s'est produit dans les dernières heures à la Caserne Paramacay situé dans l'état de Carabobo, qui a été contrôlé par la Force Armée Nationale Bolivarienne de manière immédiate, ainsi que d'autres actes terroristes qui pourraient trouver justification suite aux déclarations comme celles de l'Union européenne que, loin de contribuer à la paix, finissent par encourager et haranguer les facteurs les plus extrêmes de l'opposition et justifier, par acte ou omission, les actes les plus violents des derniers mois.

Nous demandons à l'Union européenne et à ses dirigeants à s'informer objectivement sur la situation au Venezuela et reconnaître qu'une grande partie de l'opposition vénézuélienne s'est rendu pour inscrire leurs candidats aux prochaines élections régionales prévues par le Pouvoir Electoral, s'éloignant des positions extrémistes qui n'ont contribué en rien vers une sortie rapide de notre situation interne.

Face aux différences qui peuvent exister dans l'exercice de notre démocratie, la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela prévoit les mécanismes les plus avancés pour la résolution pacifique des conflits, en plus de spécifier la proposition ferme du Gouvernement vénézuélien qui, même dans les moments les plus difficiles, insiste sur le dialogue comme le seul moyen d'avancer et surmonter les différences.

Nous réitérons le strict respect des principes de la démocratie participative et protagonique, le respect des droits de l'homme et la volonté de résoudre quelconque différence en appelant une nouvelle fois aux acteurs politiques au dialogue national.

Caracas, le 7 août 2017